Directives
du Service de la santé publique
sur
l’assistanat en cabinet médical
Art. 1    Fondements

1. La médecine de premier recours pose une série d'exigences spécifiques et nécessite des compétences particulières. Une partie de la formation post-graduée doit impérativement être effectuée dans cet environnement professionnel avant que le candidat soit apte à assumer seul la responsabilité d'une activité de médecin de famille.

2. Les présentes directives ont pour objectif de régler efficacement et simplement les grandes lignes pratiques de l'assistant en cabinet médical. Elles ne font pas obstacle aux dispositions pertinentes concernant la formation postgraduée.

Art. 2    Autorisation

1. Comme l'assistant en cabinet médical dans le cadre du programme d'assistantat reste une période de la formation postgraduée, elle ne nécessite pas d'autorisation de pratique supplémentaire à celle visée à l'art. 3 de l'Ordonnance sur l'exercice des professions de la santé et leur surveillance (RS/VS 811.100).

2. Le cas du médecin assistant déjà détenteur d'un titre de spécialiste FMH est réservé.

Art. 3    Conditions pour le médecin assistant de la filière médecine de famille générale

1. Un stage n'est en principe possible qu'après 3 ans de formation clinique, dont au minimum une année en médecine interne.

2. Le médecin assistant doit avoir suivi le cours reconnu en médecine d'urgence (cf. Liste officielle SSML; liste officielle SSMG), conformément au ch. 2.4.3 du Programme de formation postgraduée de la FMH.

3. Le médecin assistant doit répondre en outre aux exigences posées par le programme valaisan de formation d'assistants en cabinet.

Art. 3bis    Conditions pour le médecin assistant de la filière pédiatrique

1. Un stage n'est en principe possible qu'après 2 ans de formation clinique de base en pédiatrie au minimum.

2. Le médecin assistant doit avoir suivi un cours reconnu en médecine d'urgence (PALS) et être au bénéfice du titre de "Providers PALS".

3. Le médecin assistant doit répondre en outre aux exigences posées par le programme valaisan de formation d'assistants en cabinet.

Art. 4    Conditions pour le maître de stage

1. Le maître de stage doit répondre aux exigences posées par le programme valaisan de formation d'assistants en cabinet.

2. Le maître de stage ne doit accepter en stage qu'un assistant répondant aux exigences (cura in eligendo). Il doit lui donner toutes les instructions nécessaires pour remplir ses tâches au sein du cabinet (cura in instruendo). Il doit le surveiller dans la mesure exigée par les circonstances (cura in custodia).  

3. Le maître de stage s'assure qu'une assurance RC couvre l'activité de l'assistant en cabinet. Elle doit prévoir le cas du remplacement du maître de stage par le médecin assistant au sens de l'art. 5.
Art. 5  Remplacements (degré de supervision zéro) par le médecin assistant

1. Toute la durée de l’assistantat est considérée comme période de formation, donc toujours sous la responsabilité du maître de stage désigné, qu’il soit présent ou non. Dans ce sens, il ne peut pas y avoir de période de remplacement classique, où l’assistant assume la responsabilité entière avec demande de droit de pratique, etc., mais seulement des absences plus ou moins longues du maître de stage, avec la garantie d’une supervision à distance par ce dernier, voire par un autre médecin (médecin référent) désigné par celui-ci. Dans tous les cas, le maître de stage ou le médecin référent est tenu d’être présent ou d’être atteignable très rapidement.

2. Un remplacement n’est pas autorisé durant le premier mois (respectivement les deux premiers mois pour une activité à 50%), ni durant la dernière semaine de stage.

3. La durée des périodes de remplacement ne doit pas excéder 25% de la durée totale du stage de formation post-gradué au cabinet. Dans tous les cas, les remplacements (avec degré de supervision zéro) ne peuvent excéder 4 semaines au total.

4. Pour les absences de courte durée, le maître de stage n’a pas besoin de désigner formellement un autre médecin pour assurer la supervision et le support.

5. Pour les absences de plus longue durée (« remplacements »), le maître de stage désigne expressément un autre médecin (médecin référent) pour assurer la supervision et le support.

6. Dans tous les cas, le maître de stage (ou le médecin référent désigné par celui-ci) doit rester atteignable très rapidement en cas de nécessité lors de son absence.

Art. 6  Constats de décès et prescriptions de stupéfiants

1. Le médecin assistant est autorisé à signer les constats de décès dans la mesure où il a reçu des instructions à cet égard conformément à l’art. 4 al. 2. Il signe ces constats es qualités (« Par délégation, Dr X., médecin assistant dans le cabinet du Dr Y. »). Il doit tenir une liste de ces constats. Cette liste doit être contrôlée et visée dès que possible par le maître de stage. Elle est ensuite conservée dans les archives du cabinet.

2. Le médecin assistant est autorisé à prescrire des stupéfiants dans la mesure où il a reçu des instructions à cet égard conformément à l’art. 4 al. 2. Il utilise à cet effet le carnet à souche pour stupéfiants du maître de stage, qu’il signe es qualités (« Par délégation, Dr X., médecin assistant dans le cabinet du Dr Y. »). Il doit tenir une liste de ces prescriptions. Cette liste doit être contrôlée et visée dès que possible par le maître de stage. Elle est ensuite conservée dans les archives du cabinet.

Art. 7  Inspection

Le SSP peut vérifier en tout temps le respect des présentes directives.

Art. 8  Sanctions

En cas d’abus, les sanctions prévues aux art. 133 ss LS sont applicables.

Art. 9  Dispositions finales

Les présentes directives entrent en vigueur avec effet au 15 octobre 2015.

Sion, le 15 octobre 2015

Dr Christian Ambord
Médecin cantonal